

Une enquête qui dérange

Éric Fassin

Le plus grave danger qui menace les recherches scientifiques, et particulièrement en sciences sociales, c'est l'indifférence. Tel n'aura pas été le cas pour l'Enveff, qui a bénéficié tout au contraire d'une attention extraordinaire avant même sa parution en juin 2003. On assiste en effet à la publication simultanée de *Fausse route* (2003), le brûlot d'Élisabeth Badinter contre le féminisme actuel, et dans *Les Temps modernes* (février-avril 2003), revue co-fondée par Simone de Beauvoir, de la charge d'Hervé Le Bras et Marcela Iacub, article portant spécifiquement sur l'enquête – l'un et l'autre soutenus par un tir de barrage dans la presse, à commencer par *L'Express* qui en fait sa couverture fin avril¹. Sans doute s'agissait-il d'attaques, dont les feux convergents visaient à délégitimer par anticipation les résultats de l'Enveff. Mais une telle salve polémique ne pouvait manquer d'attirer l'attention sur son objet. Manifestement, la première enquête française sur les violences contre les femmes dérangeait, suffisamment pour provoquer une véritable campagne d'opinion. On ne se propose pas ici d'analyser les attaques portées sur la scientificité de l'enquête (d'autant qu'elles s'appuyaient seulement sur la lecture de quatre pages de résultats intermédiaires publiées en

1. Voir le dossier de *L'Express* : "Féminisme, le J'accuse d'Élisabeth Badinter", n°2703, 24-30 avril 2003. Pour la convergence entre les deux attaques, voir la discussion entre Élisabeth Badinter et Marcela Iacub dans *Le Nouvel Observateur* du 8-14 mai 2003.

2001, cf. Jaspard *et al.* 2003b), mais d'éclairer la polémique en restituant les contextes pertinents pour sa compréhension.²

La politisation de la sexualité

Ce qui gêne dans l'Enveff, c'est d'abord l'articulation entre violences sexuées et violences sexuelles. Sans doute l'enquête porte-t-elle sur l'ensemble des violences envers les femmes ; mais ces violences passent aussi, souvent, par la sexualité : le coup de fil obscène est envisagé en parallèle avec l'appel malveillant. Il est vrai que d'autres formes de violence sont plus fréquentes (ainsi des violences psychologiques), tandis qu'il peut en être de plus graves (du point de vue de la victime comme de la justice). Mais, comme le montre l'analyse factorielle, il est des liens statistiques entre les différentes formes que revêt la violence. C'est en particulier ce qui rend possible la construction d'un " indicateur de violences conjugales " qui les combine. Autrement dit, la sexualité doit être pensée comme un des registres dans lesquels s'exprime la domination de genre : la violence sexuée peut s'exprimer comme une violence sexuelle.

C'est d'abord cela qui dérange sans doute dans la réception française de l'enquête. Depuis la fin des années 1980, la rhétorique républicaine refuse en effet toute politisation de la sexualité. Aussi oppose-t-on à la " guerre des sexes ", réputée de culture américaine, " l'harmonie entre les sexes ", présumée française par tradition. C'est qu'en France, la sexualité relèverait de la sphère privée, et non (comme outre-Atlantique) de la vie publique – bref, des mœurs, et non de la politique. D'ailleurs, c'est déjà Élisabeth Badinter qui dénonçait en 1991, dans *Le Nouvel Observateur* (17-23 octobre), " la chasse aux

2. Le volume final publié en juin 2003, La Documentation française, compte 370 pages. Pour une analyse plus détaillée des arguments, mais aussi des contextes, voir le chapitre que j'y consacre dans *Liberté, égalité, sexualités. Actualité politique des questions sexuelles* (entretiens avec Clarisse Fabre), 10/18, édition augmentée, 2004 (1^{ère} édition Belfond / *Le Monde* 2003) : " Violences sexuées, violences sexuelles " (chapitre 5, pp. 129-156).

sorciers ” censée sévir aux Etats-Unis, lorsque Clarence Thomas, juge noir accédant à la Cour suprême, se voyait accusé de harcèlement sexuel par Anita Hill, juriste noire qui avait été sa collaboratrice. La dénonciation du harcèlement était alors appréhendée comme un refoulement psychique de la sexualité : “ A l’instar des sorcières du XVIIe siècle, ce que l’on reproche au juge Thomas est d’avoir eu des désirs sexuels et de les avoir exprimés. ” C’est bien l’articulation politique entre genre et sexualité qui était ainsi écartée de l’analyse.

D’ailleurs, la controverse lancée contre l’Enveff en 2003 reprend cette rhétorique en brandissant pareillement ce qu’on peut appeler “ l’épouvantail américain ”. Pour Élisabeth Badinter, l’heure n’est plus comme dans les années 1980 à “ l’euphorie ” : alors, “ insensibles à la nouvelle vague du féminisme américain ” de la guerre des sexes, “ les Françaises rêvaient d’une relation apaisée avec les hommes de leur vie : père, mari, patron et tous les autres. ” (2003, p. 13) Mais aujourd’hui, à l’en croire, l’Enveff renouerait avec le féminisme américain (à la Catharine MacKinnon) pour s’enfermer dans la dénonciation de la domination masculine. Dans l’enquête, “ le viol, le harcèlement sexuel, la pornographie et les voies de fait (coups et blessures) forment un ensemble qui relève de la même violence à l’encontre des femmes. ” (*op. cit.*, pp. 24-25). Mais dans ce “ continuum des violences ”, Élisabeth Badinter ne voit qu’une “ logique de l’amalgame ”. Et pour lancer la polémique française, la philosophe de s’appuyer sur la polémique américaine lancée aux États-Unis même contre les travaux féministes sur le viol, qui montreraient “ les statistiques au service d’une idéologie ” (*ibid.*, p. 40 et sq.).

De fait, la comparaison avec le *date rape* (ou viol lors d’un rendez-vous) se révèle éclairante – non seulement la construction féministe de cette notion dans les années 1980 mais aussi, en réaction, la polémique du début des années 1990³. On pour-

3. Pour cette double histoire, je renvoie à mon étude : “ Le “*date rape*” aux États-Unis. Figures d’une polémique ”, *Enquête*, n°5, 1997, pp. 193-222.

rait ainsi développer le parallèle avec des figures américaines de ces controverses. L'universitaire Neil Gilbert qui publie dans une revue généraliste un article, bientôt relayé par l'intellectuel conservateur Norman Podhoretz, s'institue spécialiste du sujet pour dénoncer au nom de la science l'invention d'une "épidémie fantôme" par les enquêtes féministes ; Camille Paglia, provocatrice médiatique flamboyante, incarnation tardive des années 1960, pour qui "abandonner le sexe aux féministes, c'est confier son chien, pour les vacances, à l'empailleur" ; Katie Roiphe, jeune fille formée par l'*Ivy League*, qui se réclame de l'héritage politique d'une mère féministe pour dénoncer "l'hystérie féministe" ; ou bientôt Christina Hoff Sommers, l'une des féministes repenties qui se multiplient alors, dénonçant elle aussi ces "femmes qui ont trahi les femmes", pour s'interroger avec colère : "Qui a volé le féminisme ?"⁴.

Et ce n'est pas un hasard sans doute si l'on retrouve les mêmes rhétoriques des deux côtés de l'Atlantique – non seulement la dénonciation d'une science pervertie par sa politisation et d'un féminisme dévoyé par le puritanisme, mais aussi le double reproche paradoxal d'enfermer les femmes dans la victimisation tout en leur concédant un pouvoir exorbitant. Mais la différence principale entre les polémiques américaine et française tient précisément à la nationalisation de l'enjeu qui joue un rôle si important dans notre pays : dénoncer la politisation de la sexualité, c'est aussi s'opposer à l'américanisation de la culture française. Comme au début des années 1990 avec la querelle du "politiquement correct", dix ans plus tard, l'importation en France de la controverse sur ce qu'on appelait en écho le "sexuellement correct" permet ainsi de reformuler une attaque lancée aux Etats-Unis à l'initiative d'intellectuels

4. Neil Gilbert, "The Phantom Epidemic of Sexual Assault", *The Public Interest*, n°103, 1991 ; Norman Podhoretz, "Rape in Feminist Eyes", *Commentary*, xcii, 4, 1991 ; Camille Paglia, *Sex, Art and American Culture*, Vintage, 1992 ; Katie Roiphe, *The Morning After : Sex, Fear, and Feminism on Campus*, Little, Brown and Co., 1993 ; Christina Hoff Sommers, *Who Stole Feminism ? How Women Have Betrayed Women*, Simon & Schuster, 1994.

conservateurs pour la présenter comme une entreprise de sauvegarde nationale que la gauche et la droite peuvent indifféremment reprendre à leur compte. L'unité nationale semble ainsi transcender les idéologies, pour faire front contre la " science féministe "...

“ *Eux* ” et “ *Nous* ”

Dans la notion de *date rape* aux Etats-Unis comme avec l'Enveff en France, ce n'est pourtant pas seulement la politisation de la sexualité qui dérange. C'est aussi l'idée que les auteurs de violences ne sont pas seulement des " autres " lointains, mais des proches d'autant plus inquiétants. Ainsi du viol : traditionnellement, outre-Atlantique, on imaginait, jaillissant d'un parking obscur, un inconnu, malade ou déviant, et sans doute noir ; avec le féminisme, on repense désormais le violeur, qui peut être du même milieu social, et de la même couleur que sa victime, pire, qui la connaît (*acquaintance rape*), voire qui la fréquente (*date rape*). Il ne s'agit plus tant d'hommes marginaux que de garçons populaires, comme dans les fraternités chics des campus. De la même manière, en France, l'Enveff prolonge et conforte l'enquête ACSF sur la sexualité, qui montrait déjà dix ans plus tôt que la violence sexuelle est le plus souvent le fait d'une personne que l'on connaît – même sans compter l'entourage familial⁵.

Outre la rhétorique républicaine, qui depuis la fin des années 1980 prétend interdire la politisation de la sexualité, il faut donc prendre en compte un second contexte, plus immédiat, qui éclaire la réception de l'Enveff dans le débat public. C'est qu'en France la question des violences se trouve prise, depuis le début des années 2000, dans des enjeux de classes, qui sont aussi des enjeux ethnico-raciaux. En effet, la parution des résultats de l'Enveff est précédée par deux débats publics. Le premier con-

5. *Les comportements sexuels en France*, Alfred Spira, Nathalie Bajos et le groupe ACSF, La Documentation française, 1993 ; cf. " La violence sexuelle ", pp. 214-220, en particulier les tableaux 6.20 et 6.21.

cerne ce qu'il est convenu d'appeler les "tournantes", c'est-à-dire les viols en réunion dans les banlieues. Le mot fait son entrée dans le débat public avec le film de Fabrice Génestal, *La squala*, qui sort sur les écrans à l'automne 2000, et suscite une fascination politico-médiatique qui débouchera en particulier sur l'accueil triomphal réservé au mouvement *Ni Putes Ni Soumises*, à l'occasion du 8 mars 2003 – soit quelques semaines avant le lancement médiatique de la polémique contre l'Enveff⁶.

Que disent alors les "tournantes" ? Leur représentation dans le débat public suggère que les violences sont le fait des "autres", ces jeunes des cités qui incarnent, dans le cadre des débats sur l'insécurité caractéristiques de ces années, les nouvelles classes dangereuses, et d'autant plus qu'ils sont d'origine étrangère, voire musulmans – n'est-ce pas aussi le moment où reprend le débat sur le voile, également appréhendé comme violence, voire comme viol symbolique ? Bref, la violence envers les femmes, et tout particulièrement la violence sexuelle, apparaît à la fois exotique et archaïque : ce sont "eux", et non pas "nous", puisque "nous" sommes modernes. Or la modernité sexuelle n'est-elle pas incompatible avec la brutalité de la domination ?

Toutefois, un second débat public était venu perturber cette représentation somme toute rassurante, puisqu'elle permettait de tenir à distance la violence. C'est en 2002 l'irruption d'une controverse sur le harcèlement sexuel à l'Université, d'abord suscitée par une pétition de doctorants et doctorantes (CLASCHES), puis alimentée par la révélation médiatique d'une plainte visant un démographe renommé. Il n'est pas indifférent que la question du harcèlement émerge alors dans le cadre universitaire. C'est non seulement faire écho aux débats

6. Sur la construction médiatique et la réalité sociologique des "tournantes", voir Christelle Hamel, "Faire tourner les meufs". Les viols collectifs : discours des médias et des agresseurs", *Gradhiva*, 33, 2003, Dossier "Femmes violentées, femmes violentes", pp. 85-92 ; ainsi que Laurent Mucchielli, *Le scandale des "tournantes". Dériver médiatiques, contre-enquête sociologique*, La Découverte, 2005.

américains, qui ont tout particulièrement concerné ce milieu, mais aussi remettre en cause le partage entre “ eux ” et “ nous ” qu’instituait le scandale des “ tournantes ” : les quartiers ne sont guère représentés dans le monde académique, et d’autant moins qu’on avance dans les études et les carrières.

Si le harcèlement touche les professeurs et les doctorants, il ne peut donc plus être renvoyé dans l’exotisme, non plus que dans l’archaïsme : il parle de “ nous ”, et de la modernité sexuelle⁷. On sait en effet que le harcèlement sexuel, compris comme rapport de pouvoir, remplit une double fonction : d’une part, dans les professions où les femmes sont peu présentes, il vise à prévenir leur entrée ; d’autre part, là où au contraire elles sont très représentées, il a pour objet d’empêcher leur promotion. Autrement dit, il les maintient hors-jeu, ou les cantonne en bas de l’échelle. Il se comprend donc en réaction à la poussée égalitaire, comme l’envers de la modernisation sexuelle. Cette seconde controverse prépare donc également le terrain pour la polémique contre l’Enveff – et l’on y rencontre déjà les noms de Marcela Iacub et Hervé Le Bras.

Voilà qui nous permet d’apporter un éclairage complémentaire : si l’enquête sur la violence envers les femmes pose problème, c’est qu’à l’instar des autres recherches menées dans différents pays, elle établit que “ la violence conjugale ne suit guère la hiérarchie sociale habituellement opérante ”. (Enveff, 2003, p. 97) Autrement dit, ni le niveau d’études, ni la catégorie socio-professionnelle, ni les revenus ne différencient clairement les victimes, non plus d’ailleurs que leurs agresseurs. Le danger n’est donc pas le monopole des “ classes dangereuses ” ; la violence concerne tout autant les “ classes éclairées ”. Et il n’est même pas possible de distinguer en termes de classes les violences physiques et psychologiques – les premières ne caracté-

7. Sur ces débats, outre le chapitre 4 (“ Harcèlement sexuel ”) de mon ouvrage déjà cité (*Liberté, égalité, sexualités*), je renvoie à l’ouvrage d’Abigail Saguy, *What Is Sexual Harassment ? From Capitol Hill to the Sorbonne*, University of California Press, Berkeley, 2003, en particulier l’Épilogue.

risent pas davantage les couches populaires que les secondes les milieux aisés.

C'est cela que récusent en chœur, d'une part, Élisabeth Badinter, et d'autre part, Hervé Le Bras et Marcela Iacub. Pour ces derniers, "une grande partie de ces violences, tout au moins lorsqu'elles deviennent systématiques, sont vraisemblablement dues au fait que les femmes ne peuvent pas quitter leur compagnon violent faute de moyens matériels". (Le Bras, Iacub, 2003, p. 129) D'où, parallèlement, l'incompréhension d'Élisabeth Badinter : "[...] on reste cependant étonné de la passivité de celles (et ceux) qui pourraient échapper à leur bourreau et ne le font pas." (2003, p. 83) L'essentiel reste pourtant de refuser "l'amalgame" de classe, qui permettrait de penser ensemble, sous la bannière des violences de genre, "la bourgeoise du VII^e arrondissement et la jeune beurette des banlieues" (*ibid.*, p. 19). Autrement dit, la domination économique expliquerait la domination de genre : la détermination de classe, en dernière instance, ne marque pas ici le retour d'un marxisme improbable chez ces auteurs ; c'est l'arme rhétorique qu'opposent à la catégorie de genre des intellectuels de gauche.

Violences, domination et pouvoir

Le tir de barrage opposé à l'Enveff, alors même qu'on célébrait la Marche des femmes des cités, semblait sceller le sort de cette enquête : dans les médias, on renonçait à s'interroger sur la violence chez "nous", pour ne penser qu'à la violence chez "eux" – dans ces populations des quartiers qui inspiraient déjà la peur. Toutefois, un fait divers est rapidement venu remettre en cause ce partage rassurant. Fin juillet 2003, la comédienne Marie Trintignant meurt sous les coups de son amant, Bertrand Cantat, le chanteur du groupe Noir Désir. Dans *Le Monde* daté du 5 août, Gisèle Halimi revient alors sur la controverse : "Que deviennent aujourd'hui les affirmations de celles qui, dans des livres tumultueux, dénoncent la "victimisation" des femmes

battues, leur “complot” pour se faire reconnaître droits et protection (indus), leurs affabulations, en somme ? Et les palabres, sous couvert de rigueur scientifique, autour de l'amalgame, faits par les chercheur(e)s entre les différentes formes de violence conjugale ? Faudrait-il tronçonner ce “continuum” de la violence universellement reconnu ? Injures, puis gifles, coups de poing... jusqu’au crâne éclaté et à la mort ? La violence conjugale tue. Marie Trintignant, par sa fin tragique, devient un symbole.” On n’entendra plus avant longtemps les attaques contre l’Enveff. C’est qu’il n’est plus possible de le nier : la violence de genre, ce n’est pas seulement “eux”, c’est aussi “nous”.

Ce fait divers tragique prépare la réception du nouvel essai de la psychiatre Marie-France Hirigoyen, qui, après avoir popularisé la notion de “harcèlement moral”, analyse “les ressorts de la violence dans le couple” (Hirigoyen, 2005). Le contexte est plus favorable : l’exemple ne vient-il pas d’Espagne, où le gouvernement Zapatero, emblème de la modernisation à gauche, fait voter une loi contre les violences de genre ? Pour autant, l’enjeu n’a pas disparu. Il refait surface ici et là. Ainsi, lorsque Marcela Iacub, qui s’opposait naguère avec Hervé Le Bras à toute reconnaissance du “caractère politique du sexuel” (2003, p. 126), s’oppose de nouveau aujourd’hui aux “discours féministes” qui “font de la sexualité le lieu des rapports de pouvoir entre les sexes. “Pour moi”, rétorque-t-elle, “[...] c’est une erreur. À l’heure actuelle, on ne peut pas soutenir que l’inégalité entre les sexes passe par la sexualité.”⁸ On retrouve ainsi le refus de la politisation de la sexualité. Il n’y a rien là de vraiment nouveau, mais la dénonciation de la répression sexuelle est devenue le leitmotiv des analyses de cette juriste, chaque semaine dans sa chronique de *Libération*.

8. “Contre la normalisation”, entretien de Marcela Iacub avec Nicolas Journet, *Sciences Humaines*, n°163, août – septembre 2005, dossier : “La sexualité est-elle libérée ?”, p. 37.

En revanche, Élisabeth Badinter renouvelle son argumentaire. Dans un texte que publie une fois encore *L'Express*, l'essayiste s'appuie sur un sondage BVA (sans exprimer les mêmes réserves méthodologiques que pour l'Enveff) afin de rétablir " la vérité sur les violences conjugales " ⁹. Interroger les hommes, et pas seulement les femmes, permettrait d'établir que " la violence n'a pas de sexe " ¹⁰. Il ne faudrait donc nullement parler de " violence de genre " : pour Élisabeth Badinter, la violence n'est pas genrée, puisqu'elle " n'est pas le propre d'un genre ". Mais il n'est plus question, comme dans *Fausse route*, de différences de classes : le problème, c'est que dans nos sociétés, " l'épanouissement individuel et la satisfaction de nos désirs ont pris le pas sur le respect de l'autre et de la loi commune " (*L'Express*, 2005, *ibid.* p. 98). Bref, la violence est à comprendre avec les " incivilités ", comme le symptôme d'une société exagérément individualiste, qui ne pense qu'à ses droits, et non plus à ses devoirs.

On le voit bien, quelles que soient les rhétoriques, ce qui pose problème, c'est au fond la vision de la société en termes de genre – or c'est bien l'un des acquis majeurs de l'Enveff : *il y a du genre*, autrement dit, des pratiques sociales (en l'occurrence de violence) qui ne se dissolvent pas dans d'autres déterminations, telles que la classe. Bien entendu, ce sont les implications politiques de cette perspective qui dérangent : Élisabeth Badinter critiquait déjà " la notion simplificatrice et unificatrice de "domination masculine" " (2003, p. 68), tandis que Marcela Iacub, dénonçait " la théorie fumeuse de la domination " (*Libération*, 24 juillet 2002). Les critiques de l'Enveff veulent bien penser la violence comme une pathologie individuelle ou sociale, le symptôme de l'individualisme moderne ou de l'archaïsme dans les cultures non-occidentales. En revanche, pas question de penser la violence dans le cadre d'une réflexion

9. Élisabeth Badinter, " La vérité sur les violences conjugales ", *L'Express*, 20 juin 2005, pp. 94-98.

10. Voir la synthèse de Maryse Jaspard, *Les violences contre les femmes*, La Découverte, 2005, pp. 198-202.

sur le pouvoir, autrement dit, en termes politiques. On comprend dès lors l'attaque récurrente portée contre l'Enveff : ainsi, pour Hervé Le Bras et Marcela Iacub, " on s'est habitué à employer le terme de "violence psychologique" par décalque des "violences physiques", alors qu'il constitue l'un des pires amalgames que l'on puisse imaginer. " (2003, p. 120)

Pourquoi cet " amalgame " pose-t-il tant problème ? C'est qu'il inscrit les violences, non pas tant ou du moins pas seulement, comme on le dit souvent, dans un " continuum ", que dans un cadre conceptuel qui est celui des relations de genre. La violence n'est pas une pratique aberrante : elle prend sens dans un système de pouvoir. Aussi les violences ne sont-elles pas plus symétriques que ne le sont aujourd'hui les relations entre hommes et femmes. La violence n'est pas neutre – elle s'inscrit dans une logique de genre. Cela n'implique évidemment pas que les hommes sont tous des bourreaux, tandis que les femmes seraient toujours des victimes ; la violence n'est effectivement pas le monopole d'un sexe. Toutefois, elle est sexuée : elle signifie le genre, c'est-à-dire qu'elle s'appuie sur cette inégalité, tout en la renforçant. C'est également pourquoi elle est sexuelle : la sexualité est aussi un langage du genre. Les violences envers les femmes ne renvoient donc pas simplement à une psychologie, mais plus largement à une politique ; et les études s'inscrivent précisément dans la politisation des questions sexuelles – de genre et de sexualité. Voilà pourquoi l'Enveff dérange autant. On ne peut que s'en réjouir : c'est bien la preuve qu'on a perçu l'importance de l'enjeu politique de la démarche scientifique.